



## Perspectives chinoises

2007/1 | 2007  
Réchauffement climatique

---

Elizabeth C. Economy, *The River Runs Black : The Environmental Challenge to China's Future*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, 368 p. et Kristen A. Day (éd.), *China's Environment and the Challenge of Sustainable Development*, New York, M.E. Sharpe, 2005, 293 p.

Weiyong Yang

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1783>  
ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2007  
ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Weiyong Yang, « Elizabeth C. Economy, *The River Runs Black : The Environmental Challenge to China's Future*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, 368 p. et Kristen A. Day (éd.), *China's Environment and the Challenge of Sustainable Development*, New York, M.E. Sharpe, 2005, 293 p. », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/1 | 2007, mis en ligne le 31 mars 2008, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1783>

---

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

Elizabeth C. Economy, *The River Runs Black : The Environmental Challenge to China's Future*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, 368 p. et Kristen A. Day (éd.), *China's Environment and the Challenge of Sustainable Development*, New York, M.E. Sharpe, 2005, 293 p.

Weiyong Yang

---

- 1 Comme l'indiquent leurs titres, les deux ouvrages mettent l'accent sur les défis environnementaux auxquels la Chine est confrontée et posent la question de la durabilité du développement économique chinois. Ces deux ouvrages se fixent le même objectif : traiter la question de l'environnement en Chine de la manière la plus complète possible, en présentant successivement l'état des lieux des problèmes écologiques, les cadres administratifs et législatifs de la protection de l'environnement, les mouvements écologistes et les coopérations internationales en matière de protection de l'environnement. L'ouvrage d'Elizabeth Economy propose une approche intégrée et cohérente ; l'ouvrage collectif édité par Kristen Day est constitué d'analyses plus ou moins indépendantes de contributeurs issus de divers milieux : chercheurs universitaires, avocats, consultants en environnement, scientifiques et militants écologistes. Tout en analysant les forces sociales, politiques, économiques et environnementales en présence, les deux travaux se complètent dans la mise en évidence des tensions entre développement économique et protection de l'environnement. La complémentarité des

deux travaux est par ailleurs renforcée par la contribution apportée par l'auteur du premier ouvrage à l'ouvrage collectif (chapitre 4).

- 2 Le premier chapitre de l'ouvrage de Kristen Day, écrit par Cynthia Cann et al. présente un tour d'horizon des problèmes et des défis environnementaux auxquels est confrontée la Chine dans un contexte de forte croissance économique, notamment depuis la mise en place des réformes à la fin des années 1970. De même, à partir d'une présentation détaillée du cas de la pollution chronique du fleuve Huai causée par des milliers de petites entreprises, notamment dans le secteur de la fabrication du papier, le premier chapitre de l'ouvrage d'Elizabeth Economy met en perspective les conflits, d'une part entre les impératifs du développement économique et la nécessité de la protection de l'environnement, et d'autre part entre les modes de gestion du gouvernement central et des autorités locales en cas de problème écologique. L'analyse est ensuite élargie pour couvrir les autres questions environnementales majeures du pays telles que la déforestation, la désertification, la pénurie des ressources en eau et la pollution de l'air en zone urbaine. Economy explique la dégradation environnementale en référence à la culture traditionnelle chinoise peu respectueuse de la nature ainsi qu'à une longue histoire d'exploitation des ressources naturelles au détriment de l'environnement (chapitre 2). Cependant, les deux ouvrages s'accordent pour mettre en avant les facteurs économiques, institutionnels et politiques comme les principales causes de l'accélération de la détérioration de l'environnement dans la Chine contemporaine. Le chapitre 3 d'Economy propose une évaluation des coûts économiques et sanitaires induits par les dégâts environnementaux qui s'élèveraient chaque année à 8-12% du PIB. Elle souligne également que les problèmes environnementaux menacent désormais sérieusement une stabilité sociale que le gouvernement chinois cherche à tout prix à préserver, du fait des dommages en termes de santé publique et des migrations massives provoqués par la pollution et la dégradation de l'environnement.
- 3 Face à ces défis à la fois écologiques, économiques, sociaux et politiques, le gouvernement chinois a déployé de grands efforts pour la protection de l'environnement, en établissant une structure administrative et législative formelle et en accroissant le rôle de la société civile et des acteurs étrangers. Ces efforts constituent dans les deux ouvrages le thème central auquel chacun consacre quatre chapitres (chapitres 4 à 7 pour l'ouvrage d'Elizabeth Economy et chapitres 3 à 6 pour l'ouvrage collectif). Le chapitre 4 de l'ouvrage d'Elizabeth Economy et le chapitre 3 de celui de Day, écrit par Ferris Jr et Zhang, retracent les efforts du gouvernement central pour mettre en place un système administratif de gestion des affaires environnementales depuis la première participation de la Chine à la Conférence internationale de l'ONU sur l'environnement humain en 1972. Après de nombreuses péripéties, ces efforts ont abouti en 1998 à la naissance du Bureau national de la protection de l'environnement (*Guojia Huanbao Zongju*), la plus haute instance gouvernementale, de rang ministériel, spécialisée dans la gestion des affaires environnementales. Les efforts pour établir un système législatif complet en matière de protection environnementale sont également notables, comme en témoigne la multiplication des lois, règles et standards promulgués par l'Assemblée nationale, le Conseil des affaires d'État ou les ministères concernés qui portent sur les questions environnementales. Dans le chapitre 4 des deux ouvrages, écrits par le même auteur, Elizabeth Economy met cependant en évidence le fossé existant entre le développement législatif et l'application effective des lois et des règles. Pour des raisons administratives, économiques et politiques, les instances environnementales exécutives ne disposent ni

des pouvoirs administratifs ni des moyens financiers nécessaires pour faire appliquer et respecter les lois et les règles, souvent mal spécifiées ou tout simplement inapplicables. Comme le soulignent les deux ouvrages, la décentralisation de la responsabilité environnementale aux gouvernements locaux a rendu encore plus complexe la protection de l'environnement au niveau local. Les bureaux locaux de protection de l'environnement dépendant des gouvernements locaux pour leur budget, les salaires, les logements des employés, les locaux etc., ils se soumettent souvent aux volontés des autorités locales qui ont la plupart du temps tendance à sacrifier l'environnement au profit de la croissance économique. Ainsi, un grand nombre de bureaux de protection environnementale au niveau local sont incapables d'exercer de façon indépendante leurs fonctions de supervision et de contrôle de la pollution auprès des entreprises, du fait des faibles pouvoirs administratifs dont ils disposent, de leur budget limité, du manque d'équipements et de la mauvaise formation de leurs employés. Par ailleurs, la décentralisation est à l'origine d'importantes disparités régionales en termes de protection de l'environnement au niveau local. Elizabeth Economy montre ainsi que les régions riches, comme les municipalités de Shanghai ou de Xiamen (Province du Fujian) y allouent des ressources financières beaucoup plus importantes que les régions pauvres comme la province du Sichuan où elle ne constitue pas encore une priorité des autorités locales.

- 4 Dans ce contexte de décentralisation, le gouvernement central s'appuie essentiellement sur des campagnes et des mobilisations de masse, vieilles pratiques héritées de l'ancienne époque des dynasties, qui ont connu leur apogée sous Mao (1949-1976). Parmi ces campagnes, on peut citer le Programme national de protection des forêts naturelles (*Tianranlin Baohu Gongcheng*) mis en œuvre en 1998 pour lutter contre la déforestation, le Programme national de reconversion des terres arables en forêts ou prairie (*Tuigeng Huanlin Huancao Gongcheng*) mis en place depuis 1999 pour lutter contre l'érosion des sols, et les grands travaux en cours pour transférer des eaux du sud vers le nord (*Nanshui Beidiao Gongcheng*). Faute d'une approche participative et de la prise en compte des conditions locales d'application, ces campagnes rencontrent souvent de nombreuses difficultés de mise en œuvre et connaissent des succès mitigés. Elizabeth Economy souligne particulièrement le décalage entre l'élaboration des politiques environnementales centrales et leur application, à travers le cas de la récente campagne du développement de l'ouest (*Xibu Dakaiifa*). En effet, bien que la protection de l'environnement figure parmi les six principes fondamentaux de cette campagne, le Bureau national de la protection de l'environnement ne fait pas partie des 22 agences gouvernementales responsables de la mise en place du programme.
- 5 Face à l'ampleur des défis environnementaux, le gouvernement chinois fait appel à toutes les forces internes et externes vouées à la cause de la protection de l'environnement. Il a notamment délégué une partie de la responsabilité pour l'environnement à la société civile en encourageant le développement d'ONG environnementales. Le chapitre 5 de l'ouvrage d'Elizabeth Economy met en évidence le rôle croissant de ces diverses ONG chinoises au niveau central et local dans la conservation de la nature et l'éducation à l'environnement, en dépit de strictes restrictions imposées par le gouvernement à la création et aux domaines d'activité de ces ONG. Dans le contexte de l'ouverture à l'extérieur de la Chine et de la globalisation des problèmes environnementaux, les coopérations internationales de diverses formes se sont également rapidement développées avec toutes sortes d'acteurs étrangers, que ce soient des gouvernements

nationaux, des organismes internationaux comme l'ONU, la Banque mondiale et la Banque asiatique du développement, des ONG internationales ou des firmes multinationales (chapitre 6 d'Elizabeth Economy et chapitre 5 de Turner et Zusman dans le recueil de Kristen Day). Les deux ouvrages semblent montrer que les coopérations entre la Chine et ses partenaires étrangers sont fructueuses, notamment dans quatre domaines: la conception des politiques environnementales, le renforcement des capacités de gestion environnementale, le transfert technologique, et le renforcement des exigences environnementales dans le cadre des accords commerciaux tels que ceux de l'OMC. Elizabeth Economy prolonge l'analyse dans son chapitre 7 en présentant les expériences d'autres pays qui pourraient être utiles pour le développement durable de la Chine, ayant réussi à réconcilier la croissance économique et la protection de l'environnement.

- 6 De même, la dernière partie de l'ouvrage de Kristen Day (chapitres 6 à 9) propose une série d'études de cas qui permettent d'illustrer, d'une part, l'ampleur des problèmes environnementaux en Chine ainsi que les contraintes économiques et institutionnelles en jeu, et, d'autre part, le rôle central joué par les acteurs sociaux chinois et les partenaires étrangers dans la protection environnementale. Le chapitre 6 de Morgenstern et al. illustre la coopération entre la Banque asiatique du développement et le gouvernement municipal de Taiyuan (capitale de la province du Shanxi) dans l'établissement d'un système de quotas d'émissions échangeables en vue de la réduction de la pollution atmosphérique. Wang et Li mettent en évidence, dans le chapitre 7, les implications environnementales de l'évolution de la structure de la consommation énergétique du pays et préconisent une réduction de la consommation du charbon au profit de sources d'énergie plus propres. Le chapitre 8, écrit par Millison, retrace le développement du traitement des déchets dangereux et l'introduction progressive du « système de production propre », en accordant plus d'importance à l'amélioration de la gestion qu'aux progrès technologiques. Wang et Wu (chapitre 9) examinent enfin les relations entre les activités humaines et la désertification dans le nord de la Chine, en soulignant la nécessité d'une approche participative et du renforcement du système législatif et judiciaire dans la lutte contre la désertification.
- 7 Pour conclure, ces deux ouvrages offrent des analyses très intéressantes de la question de l'environnement en Chine, enrichies d'études de cas analytiques et empiriques. Il est à noter cependant que, si les contributeurs de l'ouvrage collectif édité par Kristen Day se limitent le plus souvent aux thèmes environnementaux, Elizabeth Economy affiche, tout au long de son ouvrage, une plus grande ambition en abordant des sujets politiques sensibles tels que les relations entre l'efficacité de la protection de l'environnement et la démocratie, l'éventualité de changements politiques en Chine provoqués par les influences étrangères ou les activités des ONG environnementales, dont certaines commencent à formuler des revendications politiques. Cependant, ces changements politiques sont peu probables dans un régime totalitaire qui ne donne pas de réels signes d'affaiblissement, et ne sont pas nécessairement désirables en l'absence d'une prise de conscience générale de la nécessité de la protection environnementale au sein de la population. En effet, comme le montre Lee dans le chapitre 2 de l'ouvrage de Kristen Day, de nombreux sondages révèlent une très faible conscience environnementale du grand public chinois et le peu d'importance accordée à l'environnement par rapport aux préoccupations centrales de la population que sont le revenu, l'emploi et l'éducation. Dans ce contexte, l'environnement risquerait d'être davantage sacrifié en faveur du

développement économique sous un régime démocratique. Par conséquent, à l'heure actuelle, il semble plus important pour les ONG environnementales et les écologistes de concentrer leurs efforts sur l'environnement lui-même et de promouvoir l'éducation à l'environnement, que de réclamer des changements politiques. Enfin, bien que ces deux ouvrages proposent peu de solutions concrètes pour résoudre l'actuelle crise écologique, ils constituent deux références clés pour la connaissance et la compréhension des défis environnementaux et du système de protection de l'environnement en Chine.